

"Des propos " fantaisistes " et " dénués de tout fondement "

Le département de Boudiaf dément les allégations de Louisa Hanoune

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Dixième année - N° 3552 - Jeudi 30 avril 2015 - Prix : 10 DA

Affaire de l'ex-PDG de Sonatrach

Une enquête complémentaire décidée par le tribunal

Page 24

Ferroukhi : «Nous en importons entre 2 000 et 3 000 tonnes»

«La sardine est chère à cause de la baisse de la ressource»

Page 2

L'avenir du régime syrien en question

Par Mohamed Habili

Du devant de la scène, une guerre en chasse une autre, sans autre considération ou motif que celle de la nouveauté. L'intervention au Yémen de la coalition menée par l'Arabie saoudite n'a toujours pas réussi à rétablir Abd Rabbo Mansour Hadi dans son palais, pas plus à Sanaa qu'à Aden, mais par contre elle est bien parvenue à faire détourner le regard de ce que suivant un avis à peu près unanime on estime être l'un des plus terribles conflits depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale : la crise syrienne. Les deux conflits sont liés. Mieux, d'une certaine façon, ils n'en font qu'un, en ceci qu'ils sont tributaires d'une même guerre par procuration que se livrent les deux puissances régionales que sont l'Arabie saoudite et l'Iran. Si l'ont met de côté les affrontements en Irak, bien qu'ils participent, mais il est vrai à leur manière, de la même épreuve de force de dimension régionale, force est de reconnaître que pour l'heure la balance penche nettement en faveur du camp sunnite. De même, en effet, qu'au Yémen les Houthis sont sur la défensive, ainsi en Syrie les forces relevant du régime syrien se voient obligées de céder des points stratégiques au nord-ouest du pays, à une encablure de la côte méditerranéenne et de Lattaquié, la région natale des Assad. Idlib et ses environs viennent de passer sous la coupe de Nosra, désertés par l'armée syrienne plutôt que remportés de haute lutte par Al-Qaïda en Syrie.

Suite en page 3

Motivations de Saadani et sort de la Constitution en question

Le congrès du FLN fixé au 28 mai



La direction du Front de libération nationale a obtenu hier une autorisation des services de la wilaya d'Alger, donc de l'Intérieur, pour tenir le 10^e congrès du parti les 28, 29 et 30 mai prochain à la Coupole du stade du 5-Juillet à Alger. Cette information a été confirmée par le secrétaire général du parti, Amar Saadani, et le membre du bureau politique chargé de la communication, Saïd Bouhedja.

Lire page 3

Algérie / Chine

Un partenariat sur un socle d'airain

● Sellal aujourd'hui à Shanghai

Page 4



Colloque sur l'éminent savant Le parcours de Bachir El Ibrahimi revisité

Page 13

Une délégation du ministère de l'Intérieur pour régler la crise à l'APW de Béjaïa

Un accord «consensuel» signé hier par les parties en conflit

LA SITUATION de blocage qui prévalait à l'Assemblée populaire de wilaya de Béjaïa depuis le 28 janvier dernier, pourrait trouver une solution. Une délégation de trois responsables du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, à sa tête Mohamed Talbi, directeur général des libertés publiques, a atterri avant-hier à Béjaïa. Les trois responsables se sont réunis avec les cinq chefs de groupes de l'APW et le président de l'APW, en présence du wali, du DAL, du DRAG et du secrétaire général de la wilaya pour discuter de la crise qui paralyse l'APW et par ricochet le développement de la wilaya dans la mesure où l'action de l'APW est indispensable pour le contrôle et le soutien des secteurs névralgiques. Les membres de la délégation ont, lors de la première séance, écouté les points de vue des parties en conflit qui ne se sont pas empêchées, à l'occasion, d'échanger de vives hostilités et de se charger d'accusations comme nous l'a confié un élu ayant participé à cette réunion. La délégation a surtout constaté durant la première journée combien est large le fossé qui sépare les deux blocs opposés. La réunion qui a duré trois heures ou un peu plus s'est terminée sans qu'une décision ni compromis soient entérinés. Cependant, les différentes parties se sont données rendez-vous pour hier où une deuxième séance a eu lieu et les trois membres de la commission dépêchée d'Alger ont écouté encore les deux parties et exposé leurs points de vue et donné des orientations aux différentes parties en confrontation afin de dépasser cette crise et aller de l'avant. La délégation a joué la médiation à fond vu les clivages profonds existants entre les antagonistes et a tenté de réconcilier les deux parties. Chose qui a, finalement, eu lieu car un accord «consensuel» a été trouvé et cela s'est concrétisé dans un procès-verbal signé par les cinq groupes composant l'APW qui se sont engagés à tenir une session dans un délai ne dépassant pas les 20 jours, afin que la nouvelle majorité composée, faut-il le rappeler, de 23 élus (sur 43) du RCD, FLN et FFS puissent désigner trois vice-présidents et revoir la composante des 9 commissions permanentes. Ainsi, la désignation des trois vice-présidents par le P/APW sera soumise à l'approbation de l'Assemblée. Les chefs de groupes se sont engagés aussi à poursuivre le dialogue pour dépasser cette crise qui a anesthésié la wilaya.

Hocine Cherfa

— Ferroukhi : «Nous en importons entre 2 000 et 3 000 tonnes» —

«La sardine est chère à cause de la baisse de la ressource»

■ Le modèle de consommation «monosardinal» institué depuis l'indépendance est désormais «arrivé à ses limites, en raison d'une baisse de la ressource», a-t-il expliqué sur les ondes de la Radio nationale. Selon le ministre, le prix de la sardine a atteint un niveau très élevé dû à la «plus faible période de l'offre».

Par Meriem Benchaouia

Le ministre de la Pêche et des Ressources halieutiques Sid-Ahmed Ferroukhi, a imputé hier, la cherté sur le marché de la sardine cédée, aujourd'hui, entre 600 et jusqu'à 800 dinars le kg, à la baisse des ressources marines.

Le modèle de consommation «monosardinal» institué depuis l'indépendance est désormais «arrivé à ses limites, en raison d'une baisse de la ressource», a-t-il expliqué sur les ondes de la Radio nationale.

Selon le ministre, le prix de la sardine a atteint un niveau très élevé dû à la «plus faible période de l'offre». En outre, il a estimé que «depuis quelques années, le modèle algérien de consommation de poissons est basé sur cette espèce, et que ce modèle arrive à sa limite, donc il faut construire un autre modèle plus diversifié». «Nous importons entre 2 000 et 3 000 tonnes de sardines, ce qui coûte 3 millions de dollars environ», a-t-il souligné.

Interrogé sur la campagne de boycott de la sardine, M. Ferroukhi a rétorqué : «Les consommateurs ont le droit de s'exprimer et il faut que les associations aident les autorités à réaliser les objectifs tracés pour les cinq prochaines années».

Le ministre a indiqué que le déficit en ressources halieutiques pourra être compensé par le développement de l'aquaculture. L'Algérie veut doubler sa production nationale de poissons à 200 000 tonnes durant les cinq prochaines années, a déclara-



PH/D. R.

ré le ministre. Afin d'atteindre ce taux de production, «plusieurs procédures allégées ont été prises» parmi lesquelles : «l'accompagnement des porteurs de projets, la prise en charge des crédits bonifiés et des mesures d'adaptation avec les dispositifs de l'Ansej et de l'Angem». Il a précisé qu'il s'agissait là de l'objectif inscrit par le gouvernement au titre du programme quinquennal visant à «équilibrer le marché par rapport à la demande».

En plus, a-t-il expliqué, en même temps que de rester sur la «durabilité» des prises en poisson «sauvage» (120 000 tonnes/an, il s'agit, aussi, de développer la pratique de l'aquaculture avec un volume escom-

pté de 80 000 à 100 000 tonnes/an, d'ici à cinq années.

Dans cette perspective, a-t-il annoncé, il était prévu de mobiliser quelque 600 projets à raison de 200 pour l'aquaculture marine et 400 pour «l'aquaculture continentale».

Ces derniers, a-t-il précisé, étaient soutenus par des ressources privées appuyées par des crédits publics. Il a indiqué que 74 concessions étaient sur le point de prendre forme.

En matière de formation, Sid-Ahmed Ferroukhi a insisté sur la nécessité pour davantage d'efforts dans ce domaine pour faire acquiescer aux professionnels de nouvelles techniques de développement du secteur,

signalant que l'actuel quinquennat accorde un grand intérêt aux compétences nationales en les encourageant à la formation et le recyclage.

Pour le ministre, le développement du secteur reste tributaire de la qualité de la formation du personnel marin.

Les marins-pêcheurs doivent, selon lui, s'adapter aux nouvelles techniques de pêche pour pouvoir optimiser leurs profits et assurer des sorties en haute mer rentables. «Si nous voulons pérenniser le secteur et assurer une continuité de la production, il faut garantir deux éléments : les investissements dans le domaine qui doivent tenir compte du volet social, en particulier la question de la retraite des marins, et la formation continue. Car les techniques et les technologies de la pêche évoluent», précise le ministre pour lequel il est également nécessaire de développer l'aquaculture, notamment à l'intérieur du pays et au Sud.

S'exprimant sur l'opération «Ports et Barrages Bleus», dont le coup d'envoi sera donné le 9 mai prochain, le ministre a déclaré que «c'est dans la perspective de débarrasser les infrastructures portuaires de tous les déchets et sensibiliser les citoyens sur l'importance de ces infrastructures dans le développement de l'économie nationale que le ministère a élaboré un riche programme d'activités et ce, à travers les ports et abris de pêche de 14 wilayas ayant une façade sur la Méditerranée ainsi que les principaux barrages des wilayas continentales».

M. B.

Crise malienne

Les Maliens se préparent à la signature de l'accord de paix

Les Nations unies ont exprimé leur inquiétude après des incidents armés survenus dans le nord-ouest du Mali, appelant au calme et au respect du cessez-le-feu, alors que les Maliens se préparent à la signature à Bamako de l'accord de paix et de réconciliation au Mali. Plus tôt dans la journée, deux membres de la garde nationale malienne et un enfant ont été tués dans une attaque menée par des hommes armés contre le camp de la garde nationale malienne, une composante de l'armée, à Goundam, dans le nord du pays, selon une source militaire.

Ces deux derniers jours, le nord-ouest du Mali a été le théâtre d'incidents armés notamment à Tombouctou, où des tirs ont été entendus, selon la Minusma qui a fait également état d'une attaque visant ses véhicules près de Tombouctou. A la lumière de ces développements sur le terrain, le Représentant Spécial du Secrétaire général (RSSG) et chef de la Minusma, Mongi Hamdi, a exprimé dans un communiqué sa «plus vive préoccupation». M. Hamdi a souligné que «les équipes de la Minusma sur le terrain et à Bamako sont totalement engagées pour que cette spirale de tensions très inquiétante cesse au plus vite». Ces incidents interviennent alors que les parties maliennes, gouvernement et groupes politico-militaires

du nord, doivent signer le 15 mai prochain à Bamako l'Accord de paix et de réconciliation au Mali, obtenu après plusieurs rounds de négociations. Le gouvernement et les mouvements engagés dans la plateforme d'Alger, à savoir le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA, dissident), la Coordination pour le peuple de l'Azawad (CPA) et la Coordination des Mouvements et Fronts patriotiques de résistance (CM-FPR) avaient paraphé cet accord le 1^{er} mars à Alger. Cependant la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) regroupant le Mouvement national de libération de l'Azawad (MNL), le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA) et le Mouvement arabe de l'Azawad (MAA) avait demandé «une pause» pour consulter leur base militante avant de parapher le document. «Nous sommes en contact avec les membres de la Plateforme, de la Coordination et du gouvernement du Mali pour un retour au calme dans les plus brefs délais», a fait savoir le chef de la Minusma. Il a renouvelé, à ce propos, «son appel au calme afin de laisser toutes leurs chances au dialogue et à la paix», assurant être «optimiste quant aux chances de voir aboutir le processus de paix le mois prochain». «Il n'existe aucune alternative à la signature de l'accord de paix», a-t-il ajouté.

Pressés de signer

Au regard des derniers événements survenus dans le nord malien, la nécessité d'une solution politique se pose comme un moyen incontournable permettant de jeter une base solide d'une paix durable. A ce titre, plusieurs appels ont été lancés en direction des parties maliennes, les exhortant à signer l'accord pour mettre fin à la crise.

La médiation dans la crise malienne conduite par l'Algérie et qui comprenait la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao), l'Union africaine (UA), l'ONU, l'Union européenne (UE) et l'Organisation de la Coopération islamique (OCI), le Burkina Faso, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, puis les Etats-Unis et la France, avait souligné que le processus de paix en cours devait «se poursuivre de la manière qui puisse consolider les acquis obtenus». La semaine dernière, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, avait estimé que les attaques contre les civils et les casques bleus constituaient «une grave infraction au droit international» avaient souligné «l'urgence d'un règlement politique de la situation et du rétablissement de la sécurité dans le nord du Mali».

Kosseylah Benali/APS

— Motivations de Saadani et sort de la Constitution en question —

Le congrès du FLN fixé au 28 mai

■ La direction du Front de libération nationale a obtenu hier une autorisation des services de la wilaya d'Alger, donc de l'Intérieur, pour tenir le 10^e congrès du parti les 28, 29 et 30 mai prochain à la Coupole du stade du 5-Juillet à Alger. Cette information a été confirmée par le secrétaire général du parti, Amar Saadani et le membre du bureau politique chargé de la communication, Saïd Bouhedja.

Ph/E. Soraya/J. A.



Par Nacera Chennafi

Dans un climat de flou et d'agitation de plusieurs clans au sein du parti, la direction du FLN décide de jouer la carte de la fixation de la date du 10^e congrès, alors que dans un passé récent ce rendez-vous était otage de la révision constitutionnelle. La direction du Front de libération nationale a obtenu hier une autorisation des services de la wilaya d'Alger, donc de l'Intérieur pour tenir le 10^e congrès du parti les 28, 29 et 30 mai prochain à la Coupole du stade du 5-Juillet à Alger. Cette information a été confirmée par le secrétaire général du parti, Amar Saadani et le membre du bureau politique, chargé de la communication, Saïd Bouhedja. Il est à noter qu'un groupe de cadres du comité central, dont l'ex-président de la commission juridique, Hocine Kheloudon ont déposé la demande d'autorisa-

tion pour tenir le congrès du parti. D'autre part, une réunion du comité central est attendue pour le 27 mai, sachant que dans les statuts du parti, tous les membres de cette instance sont impliqués dans la préparation du congrès, même si Saadani est accusé de se rapprocher plus des mouhafadhs afin d'avoir «un congrès sur mesure». En dehors des enjeux du congrès par rapport au poste de secrétaire général, le positionnement dans le bureau politique et le comité central, cette annonce subite de la date du congrès du parti ouvre la voie à des interrogations sur les motivations et les causes d'une telle décision. Dans un passé récent, le secrétaire général du Front de libération nationale, Amar Saadani avait déclaré que le 10^e congrès du parti qu'il a présenté comme «rassembleur» sera tenu après la révision de la Constitution, pour que le parti puisse adapter ses statuts à ce

qui contiendra le projet de loi portant amendement du texte fondamental de la République, une justification qui n'est pas appréciée par ses détracteurs. Saadani avait même annoncé que cette révision interviendra en ce mois d'avril avant de changer de discours, le 16 avril dernier en affirmant dans un entretien à TSA que ce projet sera décalé et pour cause, l'opposition refuse d'adhérer aux consultations sur la révision constitutionnelle. Un avis qui n'est pas partagé par le SG du RND qui affirme que le texte en question sera connu dans les prochains jours. Maintenant que la direction du FLN a fixé la date du congrès du parti, deux hypothèses s'imposent. La première est que la révision constitutionnelle est renvoyée aux calendes grecques sachant que l'opposition refuse toujours d'adhérer au dialogue. La seconde est que cette révision interviendra par voie parlementaire en statuant

entre les deux sessions parlementaires. Mis à part la question de la Constitution, la décision d'aller au congrès sans attendre la révision constitutionnelle semble être la seule carte qui reste à la direction du FLN pour déjouer les plans des détracteurs de Amar Saadani. D'ailleurs, l'annonce de la date du congrès intervient au lendemain d'un communiqué «anonyme» mais qui affirme l'adhésion de 118 députés qui demandent de «sauver le parti» et «une intervention» de président d'honneur du parti, en l'occurrence, le président Abdelaziz Bouteflika. Ladite décision intervient aussi après le retour de Abdelaziz Belkhadem, ex-sg du FLN, qui est le seul rival de Saadani et semble avoir toujours ses fidèles au vieux parti, dont ceux qui se positionnent dans le groupe Belayat. Ce qui n'est pas le cas des redresseurs dirigés par Abdelkrim Abada qui critique la gestion de Saadani, notamment la préparation du congrès mais n'apporte pas son soutien à Belkhadem. Il est à rappeler que du point de vue de la réglementation, le mandat des instances du FLN a expiré à fin mars dernier, puisqu'elles sont issues du 9^e congrès des 28 et 29 mars 2010, donc il y a un risque d'entrer dans l'illégitimité. Enfin, comme dernière probabilité, il s'agit d'éviter une saignée au FLN en faveur du nouveau parti «Talaoui el Houriat» de Ali Benfli, ancien Sg du FLN et candidat malheureux à la présidentielle de 2014, qui tiendra son congrès constitutionnel en juin prochain.

N. C.

"Des propos " fantaisistes " et " dénués de tout fondement "

Le département de Boudiaf dément les allégations de Louisa Hanoune

Le ministre de la santé, Abdelmalek Boudiaf a réagi hier à l'attaque de Louisa Hanoune, porte parole du parti des travailleurs (PT) qui l'accusait d'un prétendu marché d'importation d'accélérateurs octroyé à un entrepreneur privé. Le département de Boudiaf n'a pas mis longtemps pour répondre aux propos « fantaisistes » et «

dénués de tout fondement » de Louisa Hanoune qui l'accusait de filon.

Le communiqué de la santé en démentant catégoriquement les propos de Louisa Hanoune précise que les projets de marchés ont été entérinés par le gouvernement en date du 30 juillet 2013, soit avant que l'actuel ministre de la santé, M. Abdelmalek Boudiaf

ne soit nommé. Le ministre de la Santé réputé pour son franc-parler, détaille encore : les différents contrats et marchés avec les deux constructeurs ont été conclus et signés avec les maisons mères de ces entreprises, dont le siège social se trouve aux Etats Unis pour l'une et la Suède pour l'autre.

Louisa A.R.

Le Communiqué du ministère de la Santé

En réponse aux affirmations fantaisistes et dénuées de tout fondement reprises par la presse quotidienne du mercredi 29 avril 2015, le Ministère de la santé de la population et de la réforme hospitalière (MSPRH) oppose une ferme démenti à ces allégations et apporte les précisions suivantes :

A partir de fin 2012, et afin d'être en phase avec l'ouverture des différents Centres de lutte contre le cancer (CAC), le MSPRH a négocié un Contrat programme relatif à la fourniture, l'installation et la mise en service d'équipements médicaux de radiothérapie, avec les deux seuls grands constructeurs mondiaux d'accélérateurs linéaires à savoir

l'américain Varian et le suédois Elekta. Les projets de marchés ont été entérinés par le gouvernement en date du 30 juillet 2013, soit avant que l'actuel ministre de la santé, M. Abdelmalek Boudiaf ne soit nommé.

Afin d'éviter la situation monopolistique qui pouvait résulter du choix d'un seul constructeur, le ministère de la santé avait décidé de retenir conjointement les deux constructeurs. Les différents contrats et marchés avec les deux constructeurs ont été conclus et signés avec les maisons mères de ces entreprises, dont le siège social se trouve aux Etats Unies pour l'une et la Suède pour l'autre. Chacun des deux constructeurs étant chargé de la

fourniture, l'installation, la mise en service d'équipements médicaux de radiothérapie de la moitié des centres anti cancer prévus, ainsi que la formation initiale et continue pour le personnel utilisateur.

A préciser que le MSPRH ne pouvait pas et ne peut pas imposer des partenaires locaux de Varian et d'Elekta pour la création de leur représentation en Algérie. Ces représentations créées après la conclusion des contrats ne sont pas concernées par les marchés de fourniture et d'installation des équipements de radiothérapie ainsi que la formation qui relèvent de la seule compétence des maisons mères respectives.

M. H.

LA QUESTION DU JOUR

L'avenir du régime syrien en question

Suite de la page une

Ces victoires, se réalisant non loin de la frontière turque, n'auraient pas été possibles sans l'aide d'Ankara, mais aussi de l'Arabie saoudite et du Qatar, qui portent à bout de bras un groupe reconnu par tout le monde, y compris donc par ceux-là mêmes qui lui apportent leur aide, comme un groupe terroriste. Un général américain connu croit voir dans les derniers revers subis par l'armée syrienne le signe de son érosion avancée. Pour lui, elle serait en train de s'effondrer, ayant déjà dans une large mesure dépensé ses forces propres comme celles venues à son secours. Ni l'Iran ni la Russie ne pourraient plus rien pour elle. La chute de Damas ne serait plus une vue de l'esprit, mais quelque chose de tout à fait probable, et dans un délai relativement court. D'autres font preuve, sur le même sujet, d'une plus grande circonspection. L'offensive actuelle de Nosra et de ses alliés serait destinée à affaiblir le régime syrien dans la perspective d'un Genève 3, qui serait en préparation. D'après eux, c'est parce que le régime syrien s'imaginait disposer de suffisamment de forces pour vaincre et par la suite imposer ses conditions au moment de la négociation que Genève 1 et 2 ont échoué. Le seul fait qu'il se sente en danger d'être débordé par ses ennemis le mettrait dans de bien meilleures dispositions envers une solution négociée. Aussi raisonnable que puisse paraître cette façon de voir, elle ne soutient pas un examen plus approfondi. Une armée syrienne qui a épuisé ses forces, qui n'a plus de ressort, qui désormais ne fera que reculer devant l'avancée de ses ennemis, ni ne pourra tenir le coup, ni ne pourra même donner l'illusion d'y parvenir, jusqu'à un hypothétique Genève 3. De deux choses l'une, en effet : ou bien elle n'est pas aussi mal portante que certains le croient, en dépit des reculs consentis par elle, et dans ce cas nul doute qu'elle repartira à l'assaut le moment venu, ou bien elle est déjà au bout de ses forces, et alors ce sont ses ennemis qui ne manqueront pas de l'achever, rendant du même coup sans objet la recherche d'une solution négociée. L'avenir dira laquelle de ces deux éventualités est la bonne.

Algérie / Chine

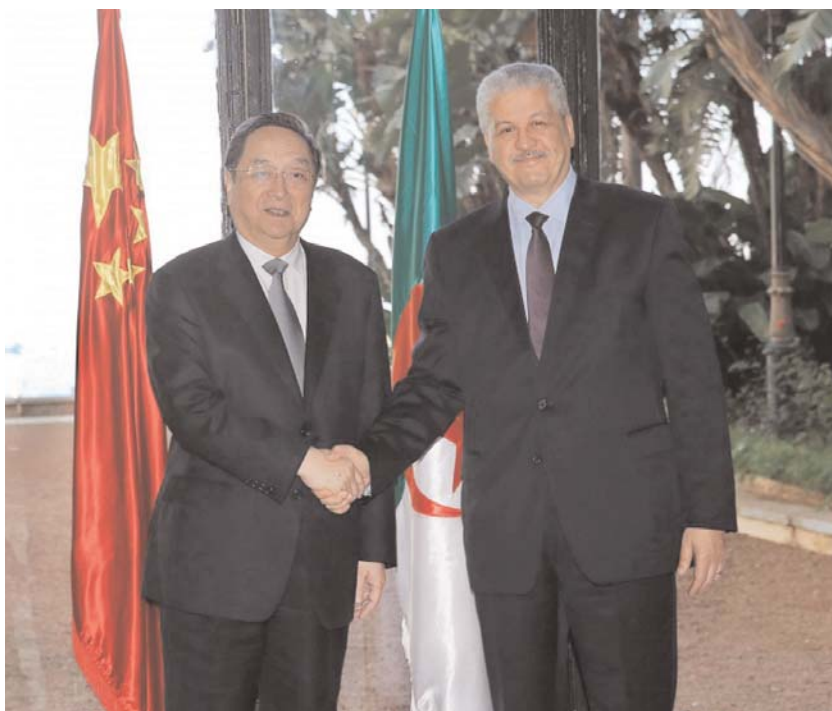
Un partenariat sur un socle d'airain

■ Pour la première fois, l'Algérie se classe deuxième. Le Nigéria (1^{er}) et l'Afrique du Sud (3^e) complètent le podium. L'Algérie attire de plus en plus les investisseurs chinois.

Par Magda Malek

Pour ce pays, la Chine, qui deviendra en 2016 1^{re} puissance mondiale et même au-delà avec l'Inde et qui regroupera la moitié de la production mondiale selon l'Ocde (Organisation de coopération et de développement économique), l'Algérie est devenue pour ses entrepreneurs leur deuxième destination préférée sur le continent africain. S'il y a encore une dizaine d'années les exportations chinoises vers l'Algérie étaient insignifiantes, aujourd'hui la présence chinoise en Algérie est des plus impressionnantes. Une tendance qu'une enquête de la fondation Héritage, un think tank américain, confirme dans un recensement des investissements chinois en Afrique. Pour la première fois, l'Algérie se classe deuxième. Le Nigéria (1^{er}) et l'Afrique du Sud (3^e) complètent le podium. Ce classement prend en compte huit catégories d'investissements: l'énergie, les mines, les transports, l'immobilier, l'agriculture, la finance et les technologies, excluant les prêts, les achats de bons du trésor et autres opérations financières. Et tous les secteurs algériens sont une mine d'or pour les Chinois: travaux publics, bâtiment, tourisme, hydrocarbures, pétrochimie, hydraulique, téléphonie... les Chinois sont absolument partout en Algérie. Depuis 2005, l'Empire du Milieu a investi plus de 10,5 milliards de dollars en Algérie dont 8,8 milliards dans les transports et 1,3 milliard dans l'immobilier. Grâce à des coûts ultracourants, les entreprises chinoises réussissent à rafler de

nombreux marchés. Parmi eux, la construction de l'hôtel Sheraton, les cités AADL (Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement) ou encore le nouveau terminal de l'aéroport d'Alger et la nouvelle mosquée. Chercheur au Centre national de la recherche scientifique français (Cnrs), Thierry Pairault n'est pas «étonné» par le renforcement du partenariat sino-algérien. C'est ce qui ressort de son analyse des relations économiques entre la Chine et l'Algérie depuis 2003 (l'investissement et le commerce); impact potentiel sur la transformation structurelle de l'Algérie (Thierry Pairault et Fatiha Talahite, Chine-Algérie: Une relation singulière en Afrique, Riveneuve éditions, 2014). D'après ce spécialiste de la Chine-Afrique, la relation entre la Chine et l'Algérie n'est toutefois pas comparable à la nature des rapports entre la puissance chinoise et la majorité des Etats africains. «Contrairement à d'autres Etats africains, comme le Soudan par exemple, l'Algérie ne manque pas de liquidité. C'est un pays relativement riche en Afrique. Elle ne procède donc pas un échange de ses ressources contre la construction d'infrastructures», explique-t-il. Si les investissements chinois contribuent grandement à la croissance économique algérienne, elle n'est toutefois pas une solution à la crise de l'emploi que traverse le pays. «On peut reprocher à l'Algérie de ne pas suivre la voie empruntée par la Chine au moment de son décollage économique. Quand la Chine a fait appel aux investisseurs européens, elle insistait pour fournir une main-d'œuvre



locale. C'était à ces conditions. Mais quand ils viennent en Algérie, les investisseurs chinois apportent tout, y compris une main-d'œuvre formée et pas chère. Ils n'embauchent jamais sur place», explique Thierry Pairault. Ainsi, près de 45 000 Chinois sont salariés d'une entreprise chinoise en Algérie. Une immigration seulement temporaire. «Il s'agit de travailleurs contractuels envoyés pour un chantier spécifique. Une fois leur mission terminée, ils rentrent en

Chine», conclut Thierry Pairault. Il est certain qu'à l'avenir les relations algéro-chinoises s'amplifieront et la visite officielle de M. Sellal, accompagné d'une forte délégation et qui se poursuit jusqu'au 30 avril, consolidera cette coopération bilatérale et dépassera le nombre des 790 entreprises chinoises déjà présentes en Algérie. Ce nouveau tissage qui mène vers une route particulière de la soie en empruntant de nouvelles voies, a fait de la Chine le pre-

mier fournisseur de l'Algérie depuis 2013 (8,2 milliards de dollars en 2014) et son 10^e client (1,8 milliard de dollars), ce qui fait ressortir un avantage substantiel au profit de la partie chinoise. Aussi, cette route de la soie qui a été dans son contexte historique, initiatique et mercantile, devra être pour l'Algérie une opportunité pour opérer des mutations dans une logique «gagnant-gagnant». M. M.

Après sa visite à Pékin

Sellal aujourd'hui à Shanghai

Le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, se rendra aujourd'hui à Shanghai dans le cadre de sa visite officielle de quatre jours en Chine entamée à Pékin, à l'invitation du président du Conseil des Affaires d'Etat, Premier ministre de la République de Chine, Li Keqiang.

M. Sellal est accompagné des ministres, respectivement, de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, du Commerce, Amara Benyouène, et de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelmadjid Tebboune, ainsi que d'une forte délégation de chefs d'entreprises publiques et privées.

La visite du Premier ministre à Shanghai, la plus grande ville et le cœur industriel de la Chine, intervient au lendemain de la signature, à Pékin, de 15 protocoles d'accord, deux contrats et un mémorandum d'entente portant sur l'industrie, les mines, l'agriculture et le tourisme, à l'issue du Forum économique algéro-chinois sur le commerce et les investissements.

Cette visite est d'autant plus importante que la Chine représente l'exemple d'une transition économique réussie tandis que l'Algérie a opté pour la diversification de son économie et s'oriente vers une industrialisation axée autour de la réhabi-

litation du potentiel de production, de l'investissement dans les industries de transformation et de production, et de l'amélioration de la qualité de la production pour se substituer aux importations.

Qui plus est, la Chine est de plus en plus présente en Algérie à travers les multiples marchés obtenus, essentiellement dans le bâtiment et les travaux publics, tout en occupant, depuis deux ans, le rang de premier fournisseur du pays avec une balance commerciale qui penche en sa faveur.

Elever le partenariat dans une approche mutuellement avantageuse

Cette tendance appelle à élargir et à élever la coopération et le partenariat économiques dans une approche mutuellement avantageuse.

C'est dans ce sens que M. Sellal avait affirmé mardi, lors du forum économique algéro-chinois, qu'au-delà de la dimension commerciale fort appréciable, il s'agit pour l'Algérie d'encourager vivement les investisseurs chinois à s'impliquer davantage dans la réalisation des programmes et projets structurants, seuls à même de conférer la durabilité indispensable à un

partenariat mutuellement bénéfique.

Il avait alors relevé le «fort attachement» de l'Algérie au partenariat stratégique global et à ses diverses déclinaisons de coopération.

En somme, les domaines d'activités où le partenariat industriel et technologique doit être encouragé concernent la sidérurgie, l'industrie mécanique, les équipements industriels, la chimie, la pétrochimie, la sous-traitance industrielle, l'électronique, le photovoltaïque, l'agro-industrie, l'agriculture, la santé et les matériaux de construction ainsi que les mines.

En mai 2014, Alger et Pékin ont signé, rappelle-t-on, un Accord de Partenariat stratégique global, conforté par l'approbation, un mois plus tard, d'un Plan quinquennal de coopération stratégique global pour la période 2014/2018.

Ce plan, premier du genre que la deuxième économie mondiale conclut avec un pays arabe, constitue «une feuille de route» pour la programmation, la mise en œuvre et l'évaluation des actions de coopération entre les deux pays dans tous les domaines, tout en élargissant et en diversifiant les échanges sous des formes renouvelées et adaptées au potentiel et aux ambitions des deux Etats.

Il vise, en particulier, à donner une

grande impulsion aux relations économiques bilatérales y compris les investissements chinois en Algérie.

Cette volonté, exprimée au plus haut niveau, a commencé à donner les premiers signes de concrétisation avec, tout d'abord, la relance des travaux de la Commission mixte économique algéro-chinoise dont la 7^e réunion s'est tenue récemment à Alger, alors qu'elle ne s'était pas réunie depuis 2008.

Selon les chiffres obtenus par l'APS auprès de l'ambassade de Chine à Alger, les projets en cours de réalisation par des entreprises chinoises en Algérie représentent un montant de 10 milliards de dollars dont 3 milliards décrochés en 2014.

Ce montant est de l'ordre de 30 mds de dollars depuis les années 1990.

En 2014, l'ensemble de ces projets ont permis de générer entre 40 000 et 50 000 postes d'emploi directs (dont la quasi-totalité sont des Chinois) et jusqu'à 100 000 postes d'emploi indirects.

En termes d'investissements directs étrangers (IDE), les entreprises chinoises ont investi en Algérie pour près de 1,5 milliard de dollars, particulièrement dans les hydrocarbures et mines.

APS

Commerce extérieur

L'Algérie a une nouvelle stratégie de prospection

■ L'Algérie s'est lancée dans une nouvelle démarche dans le domaine du commerce extérieur, lui permettant de prospecter et placer ses produits dans de nouveaux marchés extérieurs, a déclaré, à Alger, le secrétaire général du ministère du Commerce, El Hadi Makboul.

Par Malek L.

«**O**n est en train de bâtir une nouvelle stratégie de commerce extérieur, ce qui permettra à l'Algérie d'accéder à de nouveaux marchés extérieurs, en plus de ses marchés classiques, comme l'Europe, l'Asie ou la Chine», a indiqué le responsable aux journalistes, en marge d'un forum d'affaires algéro-biélorusse, organisé par la Chambre algérienne du commerce et d'industrie (Caci). Selon M. Makboul, l'Algérie a «énormément» de produits qu'elle peut placer sur des marchés étrangers, ce qui constitue, a-t-il dit, une opportunité pour diversifier l'économie nationale. Evoquant les relations économiques avec la Biélorussie, M. Makboul a souligné que ce pays veut bâtir des partenariats «durables» avec l'Algérie. Le vice-ministre des Affaires étrangères de Biélorussie, Valentin Rybakov, a indiqué, pour sa part, que son

pays souhaite élargir ces relations pour toucher des domaines diversifiés comme l'économie, l'éducation et la formation. Il a qualifié l'Algérie de partenaire «important» dans la région, avec lequel son pays a des relations politiques «excellentes». «Nous voulons fonder des relations économiques avec l'Algérie sur le principe de gagnant-gagnant. Nous ne voulons pas seulement vendre des produits à l'Algérie, mais on espère surtout la mise en place de joint-ventures de production de camions et de produits agricoles, ce qui peut être une bonne opportunité pour l'Algérie aussi», a-t-il précisé. Selon des chiffres communiqués lors du forum, 30% des camions fabriqués dans le monde proviennent de Biélorussie qui produit aussi 17% de moissonneuses et 6% des tracteurs fabriqués à l'échelle mondiale. Ce pays est aussi l'un des plus grands exportateurs de produits agricoles. Les échanges commerciaux entre l'Algérie et la Biélorussie, demeurent «assez faibles» selon la Caci, qui précise qu'en 2014 l'Algérie avait importé de ce pays 1,7 million de dollars, en l'absence des exportations algériennes. Selon le vice-président de la Caci, Riad Amour, l'Algérie pourra exporter beaucoup de produits vers la Biélorussie, ajoutant qu'une



délégation d'hommes d'affaires algériens se rendra prochainement dans ce pays afin de prospecter et identifier des domaines de coopération et de partenariat. Il a précisé, toutefois, que l'agriculture, la fabrication de matériel agricole, l'industrie mécanique ont déjà été définis comme des domaines de coopération lors du forum. En marge de cette rencontre économique, un mémo-

randum d'entente entre la Caci et la Chambre de commerce biélorusse a été paraphé par M. Makboul et le vice-ministre des Affaires étrangères de Biélorussie. Cet accord permettra de mettre en place «un cadre de partenariat à travers l'échange d'informations, de délégations et de documentation, afin de faire connaître les marchés respectifs, algérien et biélorusse», a déclaré

la directrice des relations internationales auprès de la Caci, M^{me} Bahloul Wahiba. L'accord vise également, selon elle, à «baliser le terrain» pour que les hommes d'affaires des deux pays puissent se rencontrer «plus fréquemment» et échanger sur les opportunités d'affaires dans les deux pays.

M. L.

Changes

L'euro progresse face au dollar

L'EURO progressait face au dollar hier, les cambistes adoptant des positions attentistes avant une décision de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). La monnaie européenne valait 1,1014 dollar en milieu de matinée, son niveau le plus élevé en un peu plus de trois semaines, contre 1,0981 dollar mardi soir. Elle montait aussi face à la monnaie japonaise, à 131,28 yens, contre 130,55 la veille au soir, ainsi que le dollar, qui s'échangeait à 119,17 yens contre 118,88 yens mardi. «La réunion du FOMC (Comité de politique monétaire de la Fed) devrait constituer un non-événement pour les investisseurs puisqu'elle ne se conclura pas par une conférence de presse de Janet Yellen qui aurait pu donner des indices précieux concernant la prochaine remontée des taux outre-Atlantique», commentait un analyste chez Saxo Banque. «Le consensus de marché anticipant un redressement de politique monétaire en septembre prochain ne devrait pas être remis en cause pour le moment», estimait-il. Alors que des chiffres décevants pour l'économie américaine ont été publiés ces derniers jours, de nombreux cambistes estiment désormais que la Fed attendra au moins après l'été avant de normaliser sa politique monétaire en relevant ses taux d'intérêt, dont le niveau – proche de zéro – limite actuellement l'intérêt du dollar pour les investisseurs.

R.E.

Réseau des agences nationales de l'emploi

Évolution notable ces dix dernières années

Le réseau des Agences nationales de l'emploi (Anem) a connu une évolution «notable» ces dix dernières années, à la faveur du plan de déploiement destiné à décentraliser les services des agences locales et à se rapprocher des demandeurs d'emploi, a indiqué, hier à Médéa, Kheira Fedal, directrice centrale à l'Agence nationale de l'emploi. Le nombre d'agences locales de l'emploi est passé de 161 structures, en 2005, à 264 agences au début de l'année 2015, induisant un élargissement du champ

de couverture des services de l'Anem, porté à 55% du territoire national, contre à peine 13% en 2005, grâce à l'ouverture de nouvelles agences locales, a-t-elle précisé lors d'une journée d'étude sur la réalité de l'emploi dans la wilaya de Médéa et les défis futurs. Le plan de renforcement du réseau des structures de l'Anem a permis d'arriver à une moyenne d'une «agence pour quatre communes», a-t-elle ajouté, estimant que les efforts déployés par la direction générale s'est traduite, en outre, par l'augmentation

de son personnel. L'effectif opérationnel, à travers le réseau d'agences de l'Anem, est estimé actuellement à 5 000 cadres et agents, alors qu'il englobait, en 2005, un effectif d'à peine 800 employés, a-t-elle encore indiqué. En termes de placement, l'Anem a réalisé, entre 2005 et 2015, plus de 355 000 placements, couvrant différents métiers et niveaux d'instruction, dont près de 87% des placements au sein du secteur économique, a-t-elle précisé.

N.T.

«Consommer 100% algérien»

Plaidoyer pour la tenue de semaines économiques inter-wilayas

La tenue de semaines économiques inter-wilayas a été préconisée hier à Ain Temouchent par les participants à une journée d'étude organisée sous le thème «Consommons algérien». Abrisée et organisée par la Chambre de commerce et d'industrie d'Ain Temouchent (Sufat) en collaboration avec la direction du commerce de la wilaya, cette rencontre a insisté sur la nécessité de tenir ce genre d'échanges économiques entre les wilayas du pays pour «promouvoir le produit national». Proposée par le directeur local de l'Agence nationale de développement de l'investissement (Andi), Alim Tahar, cette initiative «ne manquera pas de contribuer à la promotion des produits nationaux en faisant se rencontrer les opérateurs nationaux, à l'instar des

semaines d'échanges culturels entre les wilayas qu'organise le secteur de la culture», a-t-il souligné. Les chambres de commerce et d'industrie, en tant que «cadre idéal» pour cette initiative, prendront en charge l'organisation de ces semaines pour faire connaître les produits de chaque région et ses potentialités économiques et industrielles, a-t-on signalé. Cette organisation pyramidale contribuera ensuite à «crédibiliser davantage le produit national, amenant le consommateur algérien à le choisir», estime-t-on. Tout en relevant la nécessité de mettre en place les mécanismes et les structures d'accompagnement pour la promotion et la connaissance des produits nationaux, les participants ont recommandé l'étude des diffé-

rents aspects des besoins des consommateurs nationaux et la nécessité pour les pouvoirs publics de jouer leur rôle de régulateur du marché. L'organisation des opérateurs en groupements d'achat, l'instauration de la culture de la chambre de commerce pour les opérateurs en tant que force de propositions et la formation de ressources humaines ont été les autres recommandations. Cette journée d'étude a été marquée par la présentation de trois communications abordant, entre autres, la production au sein des PME par Benyamina Kheira de la faculté de sciences économiques, commerciales et sciences de gestion du centre universitaire d'Ain Temouchent, qui a souligné que les opérateurs doivent s'appuyer sur le partena-

riat et la sous-traitance pour assurer la réussite d'une PME. Pour sa part, Aboud Ahlam de la même faculté a soutenu, dans sa communication, que la culture de consommation nationale exige le retour aux grandes entreprises nationales pour promouvoir la production nationale, recommandant la diversification des produits agricoles. Alim Tahar, directeur local de l'Andi, a indiqué, dans son intervention, que depuis 2011, année d'ouverture du bureau d'Ain Temouchent, l'Agence a inscrit pas moins de 345 projets, dont 40% pour le transport et 30% pour l'industrie. Ces projets d'un coût de 15 milliards DA pourront générer 2 600 postes d'emploi, a-t-il indiqué.

Salem K./APS

Formation et enseignement professionnels

Oran, wilaya pilote

■ Oran est une wilaya pilote en matière de formation et d'enseignement professionnels notamment en apprentissage, a affirmé le ministre de la Formation et de l'Enseignement professionnels, Nouredine Bedoui.

Par Farid K.

Lors de son inspection d'un nombre d'établissements de formation relevant de son secteur, le ministre a déclaré qu'Oran, qui dispose de tous les moyens grâce au soutien des autorités, est une wilaya pilote en matière de formation et d'enseignement professionnels aux normes internationales surtout pour ce qui est de l'apprentissage. «Oran connaît une dynamique de formation par le partenariat entre le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels et les entreprises économiques qui a donné des résultats probants au grand bonheur de milliers de jeunes», a-t-il souligné.

Ce partenariat a permis à des jeunes l'accès au monde de l'emploi directement surtout dans le domaine du tourisme et

de l'industrie, a ajouté M. Bedoui saluant ce partenariat qui contribue aussi à former des formateurs algériens. En référence à l'exposé présenté au ministre, le secteur de la formation et de l'enseignement professionnels dans la wilaya d'Oran a signé 25 conventions depuis 2013 avec différentes entreprises économiques nationales et étrangères.

Par ailleurs, la visite de M. Bedoui a permis à des stagiaires de soulever leurs préoccupations notamment celles inhérentes au retard de la prime, à l'indisponibilité de l'eau dans le laboratoire de traitement des eaux à l'Institut national de formation professionnelle spécialisé d'Oran, réclamant également des sorties sur terrain en phase de formation.

Les préoccupations des enseignants se sont articulées autour de l'accélération de la promulgation du statut des fon-



Ph. > D. R.

tionnaires du secteur, la régularisation de la situation de certains formateurs recrutés au titre de contrats de préemploi.

Le ministre a inspecté, lors de cette visite, l'Institut de formation professionnelle spécialisé d'Oran et celui d'Es-Senia, qui prend en charge la formation en maintenance automobile, service après-vente notamment, ainsi que le

CFPA de Hai Es-seddikia et le CFPA en agriculture de Misserghine. Deux exposés ont été présentés au ministre, l'un sur la situation du secteur à Oran et l'autre sur les résultats obtenus dans le cadre du partenariat avec les entreprises économiques nationales et étrangères d'Oran surtout en hôtellerie.

F. K./APS

Béchar

Le projet de cimenterie de Ben-Zireg finalement lancé début 2016

Les travaux de réalisation de la cimenterie de Ben-Zireg (40 km de Béchar), initialement prévus au premier trimestre 2015, seront lancés finalement en début de 2016, a-t-on appris auprès de la Société Saoura ciment (SSC), filiale du Groupe public industriel des ciments d'Algérie (GICA).

«Un nouvel avis d'appel d'offres international a été lancé au début de ce mois, pour la réalisation et l'équipement de cette cimenterie, après les réserves "objectives" formulées par le groupe», a-t-on expliqué. Les réserves émises par le GICA concernent l'ensemble du processus de réalisation et équipement de la cimenterie, à la suite de négociations entamées auparavant avec un partenaire chinois qui avait postulé pour sa réalisation et équi-

pement, selon la même source. Ce projet de cimenterie, dont le coût de réalisation n'a pas été communiqué, sera implanté sur une superficie de 60 hectares, et aura une capacité de production annuelle d'un million de tonnes de ciment. Sa réalisation et sa mise en service, en 2018, permettra la création de 500 à 600 emplois directs et autant d'emplois indirects, selon les prévisions du GICA. Sa production permettra en plus de la satisfaction de la demande locale et celle des autres wilayas du sud-ouest du pays, notamment Adrar et Tindouf, de donner une impulsion aux différents projets et programmes de développement des secteurs de l'Habitat et des Travaux publics dans la région.

«L'existence de gisements de calcaire de

Djebel-Madou et de schiste dans la région de Ben-Zireg, elle-même localisée à proximité de la RN-6 reliant Béchar aux wilayas du nord-ouest et sud-ouest du pays, ainsi que de la voie ferrée Béchar-Oran via Sidi Bel-Abbès, constituent des atouts très importants pour cette cimenterie et la distribution de sa production», a-t-on expliqué. Le groupe industriel public GICA, avec ses 12 cimenteries qui produisent plus de 11 millions de tonnes de ciment sur une production nationale actuelle de plus de 18 millions de tonnes/an, ambitionne de produire 20 millions de tonnes/an en 2016 et 29 millions de tonnes/an à l'horizon 2018.

A.O./APS

Bouira

Les travaux d'un complexe de production de lait de soja lancés

Les travaux de réalisation d'un complexe de production de lait de soja ont été lancés récemment au niveau de la zone d'activité de Bechloul (20 km à l'est de Bouira), a-t-on appris du directeur de wilaya de l'industrie et de la promotion des investissements. Une entreprise algérienne en charge de ce projet a entamé les travaux de terrassement, a indiqué Najib Achouri.

De son côté, Charhat Djamel, représentant de l'entreprise réalisatrice «Soja Prod» a expliqué à l'APS que les travaux de ce complexe, devant être bâti sur une superficie totale de 20 000 m², devraient être achevés dans un délai de 15 mois. Une fois mise en service, cette infrastructure

devra générer pas moins de 200 emplois directs.

Les travaux se poursuivent à un rythme soutenu, a-t-il assuré, ajoutant que son volet infrastructure et équipements les travaux est «en bonne voie».

«Nous sommes en contact avec une entreprise canadienne, laquelle va nous livrer incessamment les équipements de production, ainsi qu'une entreprise française», a-t-il ajouté. Dans le cadre de cet investissement, un représentant de la mission économique de l'ambassade de France à Alger, Damien Soupert, s'est rendu récemment à Bouira pour visiter le site et s'enquérir des travaux de réalisation du complexe, a fait savoir M. Chermat. Le projet

sera réalisé en partenariat avec le groupe français Bocard et des opérateurs nationaux, a-t-il précisé. L'usine de lait de soja serait la première à «être fabriquée dans le monde arabe», a-t-il noté, ajoutant que ce complexe, dont le coût d'investissement est évalué à 10 millions d'euros, sera formé de deux blocs, l'un réservé à la production de lait de soja et de ses dérivés, tandis que l'autre s'occupera de tout ce qui est transformation des produits agricoles. Outre le complexe de production de lait de soja, d'autres projets d'envergure sont aussi prévus au niveau de cette zone d'activité de Bechloul, qui avait bénéficié il y a quelques mois d'une vaste opération de réhabili-

tation pour une enveloppe de 70 millions de dinars. Parmi les projets escomptés figurent notamment une unité de production de parpaing (35 000 unités/jour), une unité de production de lait de soja et un abattoir mixte pour bovins, ainsi qu'un projet de nouvelle technologie de haute sécurité en partenariat avec des investisseurs bulgares, a précisé, pour sa part, M. Achouri.

Une entreprise chinoise compte en outre y construire une unité de fabrication de matériel et d'équipements du bâtiment, a fait savoir le directeur de wilaya de l'Industrie et de la promotion des investissements.

L.B.

Biskra / Résorption de l'habitat précaire Relogement de plus de 220 familles

UNE OPÉRATION de relogement de 223 familles vivant dans des habitations précaires et insalubres a débuté dans la commune de Biskra, a-t-on constaté. L'opération qui sera menée «progressivement», entamée dans une ambiance de joie, concerne les habitants des bidonvilles des cités El Alia, Lebchech, Tabeg el Kelb et Feliach, à l'ouest du chef-lieu de wilaya, selon les services de la wilaya. Des sites précaires démolis aussitôt après que les familles concernées aient rejoint leurs nouveaux appartements dotés de toutes les commodités nécessaires pour une vie digne et décente. Notons que d'importants moyens humains et matériels ont été mobilisés par la commune de Biskra pour aider au déménagement et à l'installation des 223 familles dans leurs nouvelles demeures. L'opération de résorption de l'habitat précaire se poursuit à un rythme soutenu dans la wilaya de Biskra sur la base d'un recensement effectué en 2007, a-t-on souligné à la wilaya.

S.T.

Batna Les représentants des médias à la découverte des Aurès

UNE RANDONNÉE touristique dans les Aurès a été organisée, au profit des journalistes et des correspondants de presse en poste à Batna, à l'initiative de l'association culturelle Chourouk, en coordination avec l'association du tourisme de jeunesse, a-t-on constaté. Les 25 journalistes qui ont répondu à l'invitation ont parcouru un circuit touristique passant par Lahmar Khaddou, nom donné au versant de l'extrême sud du massif des Aurès. Les randonneurs poursuivront cette visite, mercredi, après avoir admiré les sites archéologiques de Mezirah, dans la wilaya voisine de Biskra, les vestiges de Sidi Masmoudi, le Ksar Ahmed-Bey, la zaouïa Sidi Sadek Belhadji, le mausolée du compagnon du Prophète, Haffar Bnou Naamana à T'houda. Cette randonnée organisée dans le cadre du mois du patrimoine vise à sensibiliser les médias «pour les conduire à œuvrer davantage à la protection des sites archéologiques et historiques de la région des Aurès», ont souligné les organisateurs.

R.R.



Sahara occidental

L'ONU et la communauté internationale appelées à résoudre le conflit

■ L'Organisation Oxfam International a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU ainsi que la communauté internationale à œuvrer à la résolution du conflit sahraoui actuellement confiné dans une «impasse».

Par Lamia F.

«Le Conseil de sécurité doit redonner un nouvel élan au processus de négociation afin de surmonter l'impasse actuelle, en reconnaissant publiquement que le statu quo n'est pas une option. Cet élan devra mener à une entente sur le contenu d'une possible solution, ainsi que sur les moyens d'atteindre l'autodétermination pour le peuple du Sahara occidental», a recommandé l'Organisation non gouvernementale (ONG). Dans une longue note d'information intitulée «40 ans d'exil, les réfugiés sahraouis abandonnés par la communauté internationale», Oxfam International a ainsi interpellé l'institution onusienne en vue de «démontrer une volonté politique de parvenir à une solution durable conforme au droit international», estimant que les «actions de ses membres doivent être guidées par les engagements pris envers le peuple sahraoui plutôt que par leurs intérêts nationaux». Il leur est, à ce propos, recommandé de «compléter les consultations à huis clos au sein du Conseil de sécurité par des réunions d'information publiques et ce, au moins une fois par an. Ces réunions devraient inclure les présentations de l'envoyé personnel et du représentant spécial du Secrétaire général». Abordant la Mission des Nations unies pour le référendum au Sahara occidental (Minurso), dont elle a réaffirmé le «rôle et le mandat», l'ONG a appelé à ce qu'elle remplisse les fonctions de maintien de la paix, incluant la «surveillance, l'évaluation et la communication» sur l'évolution de la situa-

tion dans les territoires occupés sahraouis par le Maroc. Remontant à la genèse du processus de règlement du conflit, depuis le cessez-le feu observé en 1991 entre les protagonistes, l'organisation déplore «un statu quo dans la durée» et fait endosser la responsabilité «seule et exclusive» de l'organisation du référendum au représentant spécial de Ban Ki-moon ainsi qu'à la Minurso, précisément installée à cet effet.

Il y va de la crédibilité du Conseil de sécurité

«Cependant le Conseil de sécurité a systématiquement échoué à apporter un cadre clair dans les négociations politiques ralentissant toute avancée vers la tenue d'un référendum au Sahara occidental», a relevé Oxfam, notant que cet état de fait a «entaché la crédibilité du Conseil de sécurité sur ce dossier et a contribué à la poursuite de l'impasse». Evoquant l'échéance annuelle fixée pour l'examen du dossier sahraoui par le Conseil de sécurité, à savoir la fin du mois courant, le document d'Oxfam évoque un sentiment de «désespoir» des Sahraouis vis-à-vis du processus de règlement qu'ils ont ironiquement surnommé «le mensonge d'avril». Le document de l'ONG estime, à ce propos, que la communauté internationale a fait un pas «en arrière» en renvoyant en 2007 la responsabilité du règlement du conflit aux deux parties au conflit, alors qu'il était basé avant sur des plans onusiens. «Depuis 2014, l'envoyé personnel de Ban Ki-moon, Christopher Ross peine à concrétiser sa stratégie de diplomatie de la navette entre les



Ph. : DR

parties. Malgré la valeur potentielle de telles réunions informelles, elles ne devraient pas se substituer à des négociations franches, abordant en profondeur les véritables enjeux, à savoir la teneur d'une solution politique conforme au droit international», lit-on dans le document. Face à ce statu quo, Oxfam se dit «inquiète» de voir la communauté internationale «accepter» cette situation et estime que les Nations unies «soulignent d'un manque de soutien» de pays comme les USA, la France, le Royaume-Uni, l'Espagne et la Russie. «La communauté internationale doit faire respecter le droit international», a conclu l'ONG à ce sujet.

Contexte humanitaire «fragile» des réfugiés

Abordant la situation des réfugiés sahraouis contraints à l'exil dans les camps de Tindouf depuis 40 ans, le document d'Oxfam dresse un aperçu exhaustif des endurance vécues au quotidien par cette

population, étroitement dépendante de l'aide humanitaire internationale. «Consommer le même panier alimentaire depuis des décennies a des conséquences graves, tant pour la santé physique que psychologique», est-il souligné, évoquant ainsi une situation alimentaire «vulnérable». Depuis janvier 2015, le panier dispensé par le Programme alimentaire mondial (PAM) a été réduit à 7 produits au lieu de 9, rendant ainsi «entier» le défi de la diversification et de la lutte contre la «malnutrition», a-t-elle déploré. Relevant que les enfants sont les «premières victimes» de cette situation, le document note qu'en dépit des efforts enregistrés en matière d'alphabétisation, des obstacles «empêchent une éducation de qualité». Si des nappes phréatiques permettent aux réfugiés sahraouis de s'approvisionner en eau, il demeure que celle-ci est caractérisée par un taux élevé de salinité, indique Oxfam, relevant par ailleurs l'absence de système de canalisations. «L'année 2015

présente un véritable défi», a observé l'ONG, rappelant que les besoins humanitaires actuels sont chiffrés à 37 millions de dollars, et déplorant qu'en 2014, 75% des attentes identifiées n'étaient pas couvertes. Dans sa note d'information, Oxfam a consacré un chapitre à la jeunesse, laquelle représente 60% de l'ensemble de la population des camps, et y décrit l'«absence» de perspectives d'avenir qu'elle nourrit en raison de la persistance du conflit et ce, y compris parmi les détenteurs de diplômes.

L.F. / agence

Coopération algéro-tunisienne Des policiers tunisiens formés par la DGSN

LA DIRECTION Générale de la Sûreté Nationale a formé des promotions de la police tunisienne dans le cadre de la «coopération bilatérale entre l'Algérie et ce pays frère», a affirmé à Constantine le DGSN, le général major Abdelghani Hamel. Des formations de base ont été dispensées par les cadres de la DGSN aux policiers de Tunisie, a souligné le général major Hamel au cours d'une conférence de presse, précisant que son institution forme des policiers tunisiens dans des spécialités liées à la Police judiciaire et à la Police scientifique et technique. La DGSN est disposée dans le cadre de cette coopération bilatérale à assurer d'autres formations à la demande de la Police tunisienne, a conclu le général major Hamel.

R.M.

Migrants retenus en Libye

Le HCR déplore des conditions «désastreuses»

Le Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR) a déploré les «conditions désastreuses» dans lesquelles sont hébergés les migrants dans les centres de détention libyens. Les migrants arrêtés par les autorités libyennes sont ramenés dans des centres de détention, logés à 50 dans des chambres «conçues pour 25 personnes», selon le HCR.

«A la demande des autorités locales, le HCR apporte son aide pour améliorer leurs conditions de vie désastreuses», a déclaré à la presse sa porte-parole, Ariane Rummery. Elle a précisé que les migrants retenus dans ces centres étaient des Somaliens, Erythréens, Ethiopiens, Soudanais et de nombreuses personnes venues d'Afrique de l'Ouest. Il y a dans ces camps un «besoin

urgent» d'aide médicale, de meilleurs systèmes de ventilation et d'aération, ainsi que d'articles de première nécessité, selon le HCR. «Les températures en hausse et les moustiques, ajoutés à une ventilation insuffisante, pourraient faciliter la propagation de maladies», a averti M^{me} Rummery.

En Libye, les migrants arrêtés pour immigration illégale peuvent être retenus entre une semaine et un an. Le HCR a demandé la libération de «toutes les personnes très vulnérables, comme les femmes enceintes», ainsi qu'un recours à des mesures alternatives à la détention. Le HCR apporte actuellement son aide à une partie des 1 242 personnes sauvées au large des côtes libyennes par les gardes-côtes au cours des dix derniers jours, selon M^{me} Rummery. Le

nombre de migrants ou de demandeurs d'asile est passé de 1 455 il y a un mois à 2 663 ces derniers jours dans les huit centres de rétention où le HCR est présent, sur les 15 que compte le pays.

Parmi eux se trouvent près de 200 personnes originaires de la corne de l'Afrique, dont certains blessés par une explosion de gaz à l'endroit où ils étaient retenus par leurs passeurs, a-t-elle expliqué. Au total 36 000 réfugiés et demandeurs d'asile sont comptabilisés sur les registres du commissariat de l'ONU, dont près de 18 000 Syriens. Le naufrage d'un chalutier le 19 avril au large de la Libye a fait plus de 700 morts, après la disparition de quelque 450 autres migrants la semaine précédente en Méditerranée.

Salim O. / APS



États-Unis

Baltimore retrouve un semblant de calme grâce au couvre-feu

■ Baltimore a retrouvé un semblant de calme grâce à un couvre-feu nocturne effectif mardi après deux jours de violences qui ont secoué la ville, déclenchées par la mort d'un jeune Noir décédé dans un commissariat.

Par Ali O.

La police a lancé des fumigènes et des bombes au poivre pour disperser des manifestants défilant le couvre-feu, entré en vigueur mardi à 22h00 (hier 02h00 GMT). Mais rien de comparable aux émeutes qui ont secoué la ville lundi, lors desquelles des bandes de jeunes ont incendié bâtiments et voitures, saccageant les magasins des zones paupérisées de cette ville du nord-est américain, en réaction à une violence policière dirigée contre la communauté noire.

Selon la police, dix personnes ont été arrêtées dans la nuit, dont sept pour violation du couvre-feu contre plus de 250 arrestations la veille. Les autorités ont imposé un couvre-feu nocturne d'urgence dans le but de faire cesser les violences. Quelques centaines de manifestants ont initialement refusé de s'y plier, selon les estimations des télévisions, et un incendie a été allumé devant une bibliothèque.

Pendant les minutes précédant ce couvre-feu nocturne, des policiers avaient patrouillé la ville en voitures de patrouille avec des porte-voix, et même un hélicoptère avec un haut-parleur, pour prévenir de son imminence. La police a averti



qu'elle arrêterait toute personne se trouvant dehors, sauf pour des raisons professionnelles ou médicales.

Des troupes de la garde nationale ont été également déployées en soutien à la police dans cette cité portuaire où les violences ont éclaté lundi juste après l'inhumation d'un jeune homme noir,

Freddie Gray, 25 ans, mort quelques jours plus tôt dans des circonstances encore inexplicables alors qu'il était détenu par la police. Un drame qui a exposé une nouvelle fois la méfiance entre la communauté noire et la police. De nombreux habitants dans les quartiers de l'ouest de la ville se sont mis à déblayer les devantures de magasins et les rues. Barack Obama, premier président noir des États-Unis, a condamné comme beaucoup d'autres responsables les violences qui ont enflammé la ville de 620 000 habitants, mais

admis qu'elles étaient révélatrices d'une crise latente entre la jeunesse et la police. « Nous avons vu trop d'exemples d'interactions entre la police et (...) des gens, surtout des Afro-américains, souvent pauvres, qui soulèvent des questions troublantes », a déclaré Obama. Il a exhorté la police et la communauté noire à « l'inspection » après plusieurs faits divers où des Noirs non armés ont été tués par des policiers blancs. Ces drames avaient provoqué des manifestations qui ont viré parfois aux émeutes, notamment à

Ferguson (centre). Une enquête a été ouverte sur la mort de Freddie Gray mais de nombreux habitants estiment qu'il s'agit du dernier exemple des brutalités policières auxquelles les Noirs sont régulièrement confrontés.

Les émeutes qui ont secoué la ville ont contrasté avec le calme et la sérénité de la cérémonie des obsèques de Freddie Gray.

Beaucoup à Baltimore ont condamné les violences, tout en évoquant leur méfiance vis-à-vis de la police.

Aretha Williams, employée dans un grand magasin de la ville, explique ainsi, devant une ligne de policiers en majorité blancs : « Je pense que beaucoup sont racistes dans la police » et « gagnent un droit de tuer en devenant policier ».

Pour Clarence, retraité de 68 ans, Baltimore n'a pas été aussi tendue depuis les émeutes de 1968, lors desquelles six personnes ont été tuées et 700 blessées. « Cette violence policière c'est triste. Vous avez un homme menotté, vous ne le frappez pas », juge-t-il, ajoutant : « Il semble que ça va en s'empirant ».

Le gouverneur Hogan a décrété l'état d'urgence dans cette cité située à une soixantaine de kilomètres de Washington.

Baltimore, l'une des villes les plus violentes des États-Unis au début des années 1990, avait retrouvé un certain calme depuis plusieurs années et de nombreux quartiers ont été réhabilités mais des poches de grande pauvreté subsistent. A. O.



Points chauds

Impopularité

Par Fozzia Mahmoudi

Près de quatre mois après l'attaque de *Charlie Hebdo*, François Hollande qui avait à cette occasion bénéficié d'une remontée spectaculaire de sa popularité n'arrive plus à enrayer sa chute dans les sondages. Il n'aura pourtant pas ménagé ses efforts pour complaire aux Français, n'hésitant pas à se mettre en scène dans les médias et notamment dans un entretien dans le nouveau magazine tendance *Society*, ou encore lors d'un passage remarqué dans l'émission de Canal+ *Le Supplément* du dimanche. Il multiplie également des images soignées à la télévision où on le voit désormais entouré de gens bienveillants, des apparitions soigneusement préparées et mises en scène pour qu'il apparaisse sous un meilleur jour, proche des gens et sympathiques. Malgré ces multiples tentatives destinées à illustrer la « proximité » du chef de l'État avec ses concitoyens, succédant à « l'esprit du 11 janvier » qui devait redorer le blason présidentiel, François Hollande continue à être mal aimé. Les Français continuent, dans une écrasante majorité (82 %), à douter de sa capacité à résoudre les problèmes qui se posent au pays. Ils ne sont plus que 16 % à lui faire confiance. Trois points seulement de plus que son plancher le plus bas de novembre dernier. Et pourtant, depuis plusieurs mois, le Président et son gouvernement expliquent aux Français que la croissance est là, que les indicateurs économiques virent au vert, à commencer par la baisse du prix du pétrole, celle de l'euro et enfin des taux d'intérêt. Mais les Français ne voient pas les résultats concrets de la politique du gouvernement ni de bonnes nouvelles économiques dans leur pouvoir d'achat ! Et l'enquête a été effectuée avant l'annonce lundi dernier de la nouvelle hausse du nombre de chômeurs au mois de mars. À quelques jours du troisième anniversaire de son accession à l'Élysée, cette nouvelle recrudescence est inquiétante pour celui qui est déjà quasi assuré de se présenter à sa propre succession en 2017. D'autant qu'une étude publiée mi-avril a montré que si l'élection présidentielle avait lieu maintenant, François Hollande ne serait pas qualifié pour le second tour, atteignant tout juste 16 %. Le Président sortant arriverait loin derrière Nicolas Sarkozy (28 %) et Marine Le Pen (26 %) ou, selon la seconde hypothèse, Alain Juppé (29 %) et Marine Le Pen (32 %). Mais le plus instructif dans cette étude vient du score de Cécile Duflot : 2 %. Autrement dit, ce n'est pas la candidature de l'élue écologiste qui prive le chef de l'État d'un second tour. Ni même Jean-Luc Mélenchon, qui dépasse les 10 %. Ce n'est donc pas la dispersion des voix de gauche qui empêcherait François Hollande de faire un second mandat, mais davantage sa propre candidature qui ne séduirait pas assez le peuple de gauche pour lui permettre de défendre ses chances au second tour. Pourtant, il semble bien décidé à ne pas céder sa place et à participer coûte que coûte à la course à l'Élysée quitte à faire perdre la gauche et à aider ainsi ses adversaires de la droite et de l'extrême droite à prendre le pouvoir. F. M.

Népal

La police anti-émeute intervient pour contenir la colère des survivants

La police anti-émeute népalaise a dû intervenir hier pour contenir la colère de milliers de Népalais voulant quitter Katmandou, quatre jours après le séisme qui a tué 5 000 personnes et poussé à bout les habitants de la capitale en ruine. Des milliers de personnes, épuisées par les répliques, l'absence de logement et des réserves alimentaires qui baissent, s'étaient rassemblées avant l'aube à la gare routière pour monter à bord d'un des bus spéciaux promis par le gouvernement. Mais la colère est montée dans la foule devant l'absence de ces bus et des échauffourées ont éclaté avec la police anti-émeute envoyée pour tenter de contenir la situation près du parlement. Les répliques du séisme ont nettement diminué mais des centaines de milliers de personnes continuent de dormir dans la rue, leur logement ayant été détruit ou fragilisé. Dans les villages de campagne difficilement accessibles, le désespoir est aussi à son comble, les survivants demandant à être évacués quand un hélicoptère de secours parvient jusqu'à eux. Plus de 5 000 personnes (5 057) ont été tuées au Népal depuis le séisme de magnitude 7,8 survenu samedi et environ 8 000 personnes blessées. Selon l'ONU, huit des 28 millions d'habitants du pays ont été affectés par la catastrophe. Les équipes de secours d'un grand

nombre de pays viennent en aide aux autorités de l'un des pays les plus pauvres d'Asie.

Des sauveteurs français sont parvenus à extirper des décombres de sa maison mardi soir un homme qui était coincé sous les gravats depuis 82 heures.

A peine conscient et couvert de poussière, Rishi Khanal, 27 ans, a été emmené en ambulance à l'hôpital après la pose d'une minerve et d'une perfusion à son bras droit.

Mais les secours soulignent la difficulté de la tâche. « C'est un chantier qui est très difficile, très compact, en plus on a eu de la pluie tout à l'heure. Donc c'est vrai que c'est très difficile. Les chiens ça fait 48 heures qu'ils travaillent », explique Pascal Montant qui conduit une unité de secours avec chiens. Dans le district de Gorkha, l'un des plus touchés par le séisme, des habitants de plusieurs villages se sont précipités les bras tendus vers un hélicoptère de l'armée indienne pour réclamer de l'eau et des vivres. Une journaliste de l'AFP présente à son bord a vu des dizaines de maisons réduites à des tas de bois et de tôle ondulée. Des appareils des forces aériennes de plusieurs autres pays tels que les États-Unis, la Chine et Israël se sont joints aux secours. Le Premier ministre Sushil Koirala avait annoncé mardi au cours d'une réunion de crise que le gouvernement allait

tenter de faire parvenir de l'aide d'urgence aux localités himalayennes les plus isolées, qui n'avaient jusqu'alors pu compter que sur leurs propres moyens. L'armée népalaise espère qu'une amélioration des conditions météo va permettre d'accéder plus facilement à ces zones hier. Un hélicoptère de l'armée est parvenu à atteindre le site d'une avalanche dans le district de Ghoratabela mardi après-midi, une région réputée pour les amateurs de trekking. Le nombre de victimes est inconnu mais 18 survivants ont pu être récupérés et il pourrait y avoir 200 à 250 personnes dans cette zone, selon un responsable local, Gautam Rimal. Quant à l'unique aéroport international, sa congestion rend difficile l'arrivée des équipes de secours et du matériel. Un avion de l'armée britannique C-17 transportant plus de 1 100 abris de première nécessité et 1 700 lampes solaires a pu atteindre le Népal. Le Népal, à l'instar de tout le reste de l'Himalaya, où se rencontrent les plaques tectoniques indienne et eurasiennne, est une région à forte activité sismique.

En août 1988, un séisme de magnitude 6,8 avait fait 721 morts dans l'est de ce pays. En 1934, 10 700 personnes avaient perdu la vie dans un tremblement de terre de magnitude 8,1 au Népal et en Inde.



Colloque sur l'éminent savant

Le parcours de Bachir El Ibrahimy revisité

■ Le parcours et le militantisme du grand savant algérien El Bachir El Ibrahimy est le thème d'un colloque qui sera organisé du 6 au 8 mai prochain au Palais de la culture Moufdi-Zakaria. Ce rendez-vous culturel sera, entre autres, une occasion pour écouter des témoignages et des exposés de chercheurs universitaires.

Par Abla Selles

Le Palais de la culture Moufdi-Zakaria, en collaboration avec l'association des Oulémas algériens, accueille du 6 au 8 mai prochain un colloque sur un des piliers du savoir en Algérie. Il s'agit de Cheikh El Bachir El Ibrahimy qui a beaucoup contribué dans la transmission du savoir durant la période coloniale. Le but majeur de ce colloque qui sera organisé au Palais de la culture Moufdi-Zakaria, est de mettre la lumière sur le parcours de ce savant et revisiter ses idées. Cet événement sera aussi une occasion pour écouter des témoignages et des exposés de chercheurs universitaires.

Les participants à ce colloque évoqueront le combat du défunt au moment où la colonisation française en Algérie s'attaqua aux fondements de la personnalité de l'Algérien en le privant de l'exercice de sa langue et de sa

religion qui étaient considérées comme les deux principaux obstacles à la politique de francisation. El Bachir El Ibrahimy, grand nom de la révolution algérienne, a donné sa vie pour la libération de l'Algérie musulmane. D'ailleurs, ils étaient mus comme l'écrit l'historien Charles Robert Ageron par «cette volonté de vivre et de mourir sous un gouvernement musulman».

A côté de ses amis de combat, El Bachir El Ibrahimy a fait face à toutes les politiques du colonisé qui voulait la destruction culturelle de notre pays. Il fut l'homme de la transition, de la mutation de l'association des Oulémas, qu'il présida après la disparition de Cheikh Ben Badis, et qu'il orienta vers une posture politique beaucoup plus marquée tranchant avec celle hésitante des débuts.

Mohammed El Bachir Al Ibrahimy naquit le 19 juillet 1889 à Ras el Oued (Sétif). Il reçut un premier enseignement dans sa



ville natale, sous la houlette de son père et de son oncle puis se rendit en 1911 au Hedjaz et s'établit à Médine où il reçut un enseignement supérieur dans les domaines de langue, théologie

et sciences islamiques.

De Médine, il se rendit à Damas où il tira profit de ses écoles et chouyoukhs. A son retour au pays, il s'installa à Sétif et entama sa mission dans l'en-

seignement et l'éducation, en étant en étroite relation avec Cheikh Abdelhamid Ibn Badis.

Cheikh El Bachir Ibrahimy entama sa mission à travers son métier d'enseignant dans lequel il voyait un moyen efficace pour réformer la situation en Algérie, en favorisant la prise de conscience du peuple et en lui enseignant les principes de sa religion et sa langue afin de le préparer à les défendre face au colonisateur.

En 1931, il participa avec Ibn Badis à la création de l'Association des Ulémas musulmans dont il fut nommé vice-président.

En raison de ses activités hostiles au colonialisme, il fut arrêté par l'administration coloniale à plusieurs reprises avant d'aller s'installer en Egypte où il a œuvré au profit de la question algérienne jusqu'à l'indépendance. Il mourut le 20 mai 1965.

A.S.

Salon international du livre d'Alger

Le Sila se dote d'un grand Prix littéraire

Le Grand Prix du Sila, récompense littéraire nouvellement instituée et propre au Salon international du livre d'Alger, sera décerné à partir de la 20^e édition du salon prévue du 27 octobre au 7 novembre 2015, annonce le commissariat du Sila dans un communiqué.

Le nouveau prix littéraire s'adresse aux auteurs algériens de romans ou de recueils de nouvelles, résidant en Algérie ou à l'étranger, dont les œuvres ont été éditées ou rééditées par des maisons d'éditions algériennes.

Le Grand Prix du Sila décliné dans les trois langues d'écriture, arabe, tamazight et français, est doté d'une valeur d'un million (1.000.000) de dinars pour chaque section. Il sera remis aux lauréats par les organisateurs lors d'une cérémonie publique au cours du salon, indique-t-on.

Les dispositions réglementaires consacrent au jury la «latitude de ne pas décerner le Prix afin de crédibiliser la distinction et veiller à lui conférer un niveau littéraire élevé», ajoute-t-on.

Le Grand Prix du Sila vient s'ajouter au Prix Assia Djebar, récemment créé par l'Entreprise nationale de communication, d'édition et de publicité (Anep), en hommage à la célèbre écrivaine algérienne décédée en février dernier.

Ce prix littéraire sera également décerné lors du 20^e Sila.

Par ailleurs, un prix sanctionnant les meilleurs 1^{er}, 2^e et 3^e stands est également prévu au prochain Sila.

L.B.

Cinéma

«Les lendemains» projetés à Alger

L'Institut français d'Alger accueillera, à la fin du mois de mai, la projection du long-métrage français «Les lendemains».

Réalisé par Bénédicte Pagnot, «Les lendemains» raconte l'histoire d'Audrey,

jeune bachelière qui décide d'entamer ses études universitaires à Rennes, loin de ses proches, où elle s'initiera au militantisme politique, s'éloignant de tout, allant même jusqu'à se marginaliser. Peu de temps après, le destin fait qu'el-

le croise de jeunes squatters qui lui font découvrir leur vision du monde, une vision qu'elle n'arrivait pas initialement à comprendre mais à laquelle elle adhèrera par la suite.

Sorti en 2013 et primé au Festival d'Angers, ce long-

métrage signe les débuts de Pauline Parigot dans le monde du septième art. Jeune et pleine de talent, elle a, suite à son interprétation du rôle d'Audrey dans «Les lendemains», été sélectionnée pour Le César du meilleur espoir féminin. D.R.

Le réalisateur René Féréret n'est plus

L'auteur de *La communion solennelle*, René Féréret, est décédé mardi à l'âge de 69 ans. Le réalisateur avait su conquérir un large public mais aussi des spectateurs pointus avec son cinéma social. Les réalisateurs invités au Festival de Cannes qui va s'ouvrir dans quelques semaines, auront une pensée pour lui. En 1977, René Féréret foulait le célèbre tapis rouge afin de présenter *La communion solennelle*. Grâce au Festival, son film a connu un grand succès dans les

salles, comptabilisant 500 000 entrées.

René Féréret est né un 26 mai 1945. Alors qu'il rêvait de devenir acteur, il se consacre désormais à la réalisation.

A 30 ans en 1975, il réalise son premier film *Histoire de Paul*. Récompensé du prix Jean Vigo, il se lance dans la foulée dans la réalisation de son second long-métrage, *La communion solennelle*. Mais après ce beau démarrage, l'œuvre de René Féréret ne trouve plus son public. *Fernand, Le mystère Alexina*

et *L'homme qui n'était pas là* fatiguent le réalisateur qui fait faillite et perd même les droits de ses films.

Au début des années 1990, il revient avec un nouveau film, moins ambitieux mais dont il gère toute la production. Son dernier film *Anton Tchekhov 1890*, est sorti le 18 mars 2015. René Féréret laisse derrière lui son épouse Fabienne, monteuse de cinéma, et trois enfants : Julien, Marie et Lisa.

R.I.

AGENDA CULTUREL

Galerie Baya du Palais de la culture Moufdi-Zakaria
Jusqu'au 30 avril

Salon de l'audiovisuel et des métiers du spectacle.

Musée public national du Bardo
Jusqu'à fin mai :

Exposition autour des écritures, de leur genèse et du voyage des mots.

Salle Ibn-Zeydoun de Riadh-El-Feth
Jeudi 30 avril à 19h :

A l'occasion de la Journée internationale du jazz, concert de l'artiste congolais (RDC) Ray Lema. En première partie, concert de Nadjib Gamoura (contrebasse), Arezki Bouzid (saxophone) et Nazim Krideche (guitare).

Complexe culturel Abdelwahab-Salim

(Chenoua, Tipasa) :

Jusqu'à jeudi 30 avril

Exposition d'arts plastiques et exposition collective de photos sur Constantine avec les artistes Skander Benmohamed, Djamel Ghazel Hamza, Filali Djihane Benmaghsoul, Amine Medjoudj et Siham Salhi.

Musée national des Beaux-Arts (El-Hamma, Alger)
Samedi 2 mai à 14h30 :

A l'occasion de la Journée internationale de la liberté d'expression, l'association culturelle «Nawafedh thakafia» organise un hommage aux journalistes palestiniens détenus dans les prisons israéliennes.

Palais de la culture Mohamed El-Aid Al-Khalifa de Constantine
Jusqu'au 30 avril :

Semaine culturelle de la Palestine. Expositions de photographie, sculpture et calligraphie.

Coup-franc direct



«Souk» et «Souk» !

Par Anouar M.

La saison n'étant pas encore terminée que le marché des transferts est déjà emballé avec des nouvelles d'intérêt de tel ou tel club pour des joueurs qui seraient illustrés cette saison avec leurs clubs respectifs. De tous ces joueurs, le buteur du MCEE et du championnat, Walid Derrardja est le joueur le plus en vue de tous et intéresse de nombreux clubs, dont le MCA qui souhaite faire son marché dès maintenant et s'assurer les services de ce joueur. Pourtant, le club n'est pas encore assuré à cent pour cent de son maintien en Ligue I et lutte toujours pour arriver à cela. C'est donc un véritable «souk» que le football algérien vit avec ces clubs qui ne semblent pas vouloir retenir les différentes leçons qu'ils ont pourtant eues. Recruter des joueurs à coup de centaines de millions pour se retrouver en train de jouer le maintien, n'est certainement pas la solution pour ces clubs qui doivent se concentrer sur la formation. Ils auront plus à gagner qu'à perdre en comptant sur les joueurs du cru qui joueront avec leurs tripes alors que ces joueurs ne viendront que pour l'argent. C'est une véritable opération d'assainissement que ces clubs devront mener pour tenter de relancer la machine et compter sur leurs propres joueurs et faire de la sorte des économies pour ensuite investir dans l'infrastructure avec le manque des stades.

A. M.

Tottenham Bentaleb ciblé par des clubs italiens

Nabil Bentaleb, le milieu de terrain international algérien de Tottenham Hotspur (Premier League anglaise de football) intéresse plusieurs clubs italiens dont la perspective d'un recrutement, a indiqué mardi le journal britannique, *London Evening Standard*.

«Bentaleb, devenu une pièce maîtresse à Tottenham, suscite l'intérêt de plusieurs clubs de Série A italienne, dont la Juventus Turin, Naples, l'AS Rome et la Lazio», a expliqué le journal anglais, seulement une semaine après avoir annoncé que les Spurs n'envisagent pas de transférer ce joueur à la fin de la saison en cours.

Le 21 avril dernier, le *London Evening Standard* a annoncé que l'entraîneur argentin de Tottenham, Mauricio Pochettino, a établi une pré-liste de joueurs libérables ou transférables cet été et parmi lesquels ne figurait pas Bentaleb, considéré comme une pièce maîtresse, devant être maintenue dans l'effectif londonien. Mais l'entrée en lice de certaines grandes écuries italiennes, comme la Juventus, la Lazio, Naples et l'AS Rome pourrait néanmoins changer la donne, car les Spurs ne devraient pas rester insensibles à une offre alléchante pour céder leur international algérien.

Les Spurs ont effet consenti à transférer certaines de leurs anciennes «stars», notamment, Luka



Modric et Gareth Bale au Real Madrid, ce qui laisse supposer qu'ils pourraient en faire de même avec Bentaleb, tout comme avec leur actuel meilleur buteur, Harry Kane, en tête des attaquants les plus prolifiques de la Premier League anglaise avec 20 réalisations.

Les Spurs devraient, néanmoins, commencer par essayer de préserver leurs meilleurs éléments, puisque selon la même source, la direction londonienne compte proposer une augmentation de salaire à Bentaleb, contre une prorogation de contrat de deux ans (jusqu'en 2022, ndr).

L'international algérien (20 ans) est lié à Tottenham par un contrat qui court jusqu'en 2020 et le montant de sa clause libératoire s'élèverait à un peu plus de 15 millions d'euros, toujours selon le *London Evening Standard*.



Judo/classement mondial Bouyacoub à la 15^e place

L'Algérien Lyès Bouyacoub (-100 kg), médaillé d'or au 36^e Championnat d'Afrique de judo organisé du 23 au 26 avril à Libreville (Gabon) a grimpé à la 15^e place dans le classement de la

Fédération internationale de judo (IJF). Bouyacoub (32 ans) qui a battu en finale vendredi à Libreville l'Egyptien Ramadan Darwish, totalise 1101 points et a gagné deux places par rapport au dernier Ranking List de la catégorie dominé par l'Azerbaïdjanais Elmar Gasimov (1824 points). Le jeune Houd Zourdaini (-66 kg) qui a également remporté le titre africain au Gabon, a réalisé un bond appréciable en pointant à la 16^e place avec 743 points. Le jeune algérien de 21 ans a avancé de 16 rangs dans un classement mené par le Mongolien Davaadorj Tumurkhuleg (1918 points). Le troisième médaillé d'or à Libreville-2015, Abderrahmane Benamadi, (-90 kg) à lui aussi réalisé un bond de 27 rangs et pointe à la 22^e places avec un total de 653 points. Le judoka de 29 ans s'est illustré en finale du championnat d'Afrique devant le Sud Africain Zack Piontek.

Finale de la Coupe d'Algérie/MOB - RCA L'Arbaâ et le MOB préparent la fête

Les choses sérieuses ont commencé pour les deux finalistes de la Coupe d'Algérie, le MO Béjaïa et le RC Arbaâ, qui ont amorcé hier la dernière ligne de la préparation en prévision de ce grand rendez-vous qui aura lieu samedi au stade Mustapha Tchaker de Blida.

Par Anouar M.

Ainsi, les deux formations qui s'étaient préparées dans leurs stades respectifs ont débuté tous deux des stages en prévision de cette rencontre. La formation de l'Arbaâ est entrée en stage à l'hôtel de Dar Diaf de Bouchaoui et s'entraîne sur place pour être prête pour le jour J. «Le RCA est capable de gagner cette coupe, un titre qui sera le premier dans l'histoire du club. Les joueurs sont sereins et confiants de leur aptitude à surpasser le MO Béjaïa et une préparation psychologique spéciale leur est assurée avant ce match», a noté le coach, Mohamed Mihoubi qui compte apporter les dernières retouches au cours de ce mini-stage. A noter que l'équipe se présentera sans son meneur



Béjaouis et Arbéens se concentrent sur cette finale

de jeu, Hocine Harrouche qui a été expulsé face au NAHD lors de la dernière journée de la Ligue I et a été déclaré forfait pour ce match. Qualifiant cette absence de grosse perte, le coach dira, toutefois, qu'il possédait des solutions à même de pallier cette défaillance. Pour le MO Béjaïa, l'heure est à la mobilisation aussi avec des joueurs déterminés à arracher ce trophée et un entraîneur qui fait tout pour préparer son groupe afin de décrocher ce trophée tant convoité par les Bougiotes. L'équipe bougiote est arrivée hier à Alger, faisant le voyage par avion avant de prendre ensuite la route vers

Blida où elle élira domicile. Ainsi, deux séances d'entraînement sont prévues sur place à Blida pour s'acclimater avant cette finale. Le coach, Amrani, indiquera que son équipe se doit de gagner pour ses supporters qui ont été toujours derrière l'équipe souhaitant leur dédier un titre cette saison. Selon lui, la finale de la Coupe, c'est le match des joueurs qui ne doivent pas la rater et qui devront se donner à fond pour tenter de l'emporter. Il craint l'absence de Ferhat et Hamzaoui qui ne sont pas prêts à cent pour cent pour reprendre avec l'équipe.

A. M.

FC Valence

Feghouli ne compte pas baisser les bras

Le milieu international algérien du FC Valence (Liga espagnole de football), Sofiane Feghouli, a affirmé que son équipe «va tout donner» pour arracher l'une des places qualificatives à la prochaine édition de la Ligue des champions. «Nous allons donner le maximum jusqu'à l'ultime minute de la dernière journée, nous devons être en ligue des champions pour le club, pour nos supporters», a indiqué le joueur algérien lundi soir à la presse, à l'issue du match gagné à domicile face au FC Grenade (4-0), en clôture de la 33^e journée. Feghouli, auteur d'un match plein face à la formation andalouse, a marqué son cinquième but de la saison, ce qui lui a valu le titre d'homme



du match décerné par les supporters de Valence. «Les années précédentes, nous avons vu que tout est possible jusqu'à la dernière journée, je pense que cette

année sera pareille. Des équipes jouent pour se maintenir, d'autres jouent pour la Ligue des champions, la Liga est l'une des meilleures championnats du monde et le final sera très dur», a-t-il ajouté. Le FC Valence pointe à la 4^e place qualificative en barrage de la ligue des champions.

Si l'Atletico Madrid 3^e est à 4 points devant, le FC Séville suit de près à deux longueurs. Valence et Séville ont un calendrier similaire et rencontreront le Real Madrid comme dernier gros obstacle, mais à la différence notable que les Andalous recevront alors que les coéquipiers de Feghouli se déplaceront à Madrid.

USM Harrach

Charef pourrait prolonger

Le président de l'USM Harrach Mohamed Laib a affirmé que son entraîneur Boualelem Charef, a donné son accord pour prolonger son contrat à la fin de la saison. «Charef s'est engagé avec nous pour un contrat de trois mois, il est d'accord pour le prolonger à la fin de la saison, pour une longue durée qui pourra aller jusqu'à trois saisons», a indiqué le premier responsable de l'USMH. Charef qui avait quitté l'USMH durant l'intersaison, après six années sur le banc d'«Essefra», est revenu à la maison «Jaune et Noir» en mars dernier, en remplacement de Abdelkader Laïche, démissionnaire. Entre-temps, Charef avait dirigé la barre technique du MC Alger et de



l'USM Bel-Abbès. «Si ça ne tenait qu'à moi, Charef restera à l'USMH jusqu'à la fin de sa carrière, il est l'entraîneur qu'il faut pour nous», a ajouté Laib. Evoquant le parcours de son équipe, 2^e au classement à deux longueurs du leader, l'ES

Sétif, le président de l'USMH a salué la réaction de ses joueurs lors des deux derniers matches, face au MO Béjaïa et l'ES Sétif. «Nous avons réussi à battre le leader et son dauphin, chose qui nous a permis de nous hisser à la deuxième place au classement. Nous sommes en train de gérer notre parcours match par match, et si nous avons la chance de terminer champions, nous serons les plus heureux», a souligné Laib. Concernant la prochaine sortie des siens, face au MC Alger au stade Omar-Hamadi dans le cadre de la 27^e journée de L1, Laib a refusé de donner «plus d'ampleur» à ce match qui reste «un rendez-vous ordinaire».

ES Sétif

Khedairia songe à changer d'air

Le gardien de but Sofiane Khedairia, qui n'a toujours pas prolongé son contrat avec l'ES Sétif, serait en partance vers un club français ou portugais en vue de la saison prochaine, selon le site spécialisé Kooora. Khedairia étudie actuellement des propositions qui lui sont parvenues de formations françaises et portugaises, précise la même source, sans citer les noms des clubs en question. Un

ultimatum, qui a expiré dernièrement, a été donné par le président de l'ESS, Hassan Hamar, au portier de 25 ans pour trancher sur la proposition de renouvellement de son contrat qu'il lui a faite. Selon l'entourage de l'Entente, le premier responsable du leader actuel du championnat de L1 de football serait déjà lancé à la recherche d'un remplaçant à Khedairia qui avait rejoint l'ESS en 2012



en provenance du FC Mans (National, France).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Impôt

Le Snapo plaide pour une taxe fiscale forfaitaire

LE SYNDICAT national algérien des pharmaciens d'officine (Snapo) a appelé, mercredi à Alger, à une taxe fiscale forfaitaire unifiée pour cette profession, soit l'équivalent d'un taux de 5% des intérêts et non du chiffre d'affaires réalisé par les officines. Dans une déclaration à l'APS, D'Abderrahim Zemmouchi, membre du syndicat, a souligné que «l'impôt imposé aux pharmaciens privés est estimé actuellement à 5% pour celles dont le chiffre d'affaires atteint 3 milliards de centimes, alors que les autres pharmacies demeurent soumises à l'ancien système». Lors d'une journée d'étude sur la taxe fiscale imposée aux pharmaciens du

secteur privé, D'Zemmouchi a plaidé pour l'allègement des charges administratives et fiscales qui «pèsent sur le corps et le détournement de ses premières missions». Les pharmacies privées «sont soumises à un contrôle permanent par 6 départements ministériels sans coordination entre ces dernières, ce qui entrave le travail quotidien du pharmacien», a indiqué le même responsable, appelant à «conférer davantage de transparence aux lois élaborées par l'Etat». A cette occasion, il a insisté sur «la lourde fiscalité à laquelle le pharmacien est soumis, dont les marges de bénéfices n'ont pas été révisées depuis 1998». **Khelil B.**

UN PUISSANT SÉISME FRAPPE LA CAPITALE DU NÉPAL



Djalou@hotmail.com

Éleveurs touchés par la fièvre aphteuse à Médéa 25 millions DA d'indemnités versés

LE MONTANT des indemnités perçues par les éleveurs de bovins de la wilaya de Médéa touchés par l'épidémie de la fièvre aphteuse en 2014, s'élève à près de 25 millions de DA, a-t-on appris, mercredi, du directeur de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA). Plus d'une centaine d'éleveurs de bovin, dont le cheptel a été affecté par cette maladie, ont été indemnisés par la CRMA, a indiqué El-Hadj Boulahouadjeb, en marge des journées portes ouvertes sur l'assurance incendie récoltes, qui se tiennent du 29 au 30 avril

au siège de la caisse précisant que l'ensemble des demandes introduites ont été prises en charge. Une opération d'assainissement des dossiers d'indemnisation pour sinistre agricole, en instance depuis plusieurs années, est en cours au niveau de la Caisse régionale de mutualité agricole de Médéa dans le but de procéder, dans les meilleurs délais possibles, au versement des indemnités des sociétaires ayant souscrit pour une police d'assurance incendie récolte au niveau de la CRMA, a-t-il noté. **S.Y./APS**

Affaire de l'ex-P-DG de Sonatrach

Une enquête complémentaire décidée par le tribunal

■ Le procès de l'affaire pour infraction à la législation des changes et passation de marchés contrairement à ce que stipule la réglementation dans laquelle est impliqué l'ex-P-DG de Sonatrach, Mohamed Meziane et le vice-président du groupe a été rendu hier au tribunal de Sidi M'hamed.

Par Hani T.

Le jugement rendu par le président de l'instance judiciaire chargée des affaires de corruption, Bensalem Abderrezak préconise l'obligation «d'une enquête complémen-

taire». Dans le rendu de l'audience, tenue au tribunal d'Alger, le président a mis l'accent sur la nécessité d'effectuer d'autres recherches plus précises, «Il convient de faire une enquête complémentaire au niveau des sièges de Sonatrach, de la BEA, des douanes de Mostaganem et de Schlumberger pour constater les documents d'importation des pièces de la fonderie Stah avant de trancher dans le fond», soutient-il. Pour rappel, le verdict remonte au 08 avril courant soulignant qu'une peine de cinq ans de prison ferme accompagnée de 122 millions de dinars avait été requise contre les deux accusés.

Dans son réquisitoire, le procureur de la République a indiqué que le groupe algérien avait conclu avec son homologue français Schlumberger, un marché pour la création d'une raffinerie dans la zone de Stah à Adrar, le projet est estimé à une valeur de 126 million de dollars.

Le projet, jugé dans son contenu légal, mais les démarches qui ont été exécutées pour sa concrétisation ne

étaient pas, il a été procédé à l'importation de pièces de rechange et de groupes électrogènes par quotas surfacturés ayant atteint 1.2 million de dollars, cela constitue une violation majeure de la loi sur les changes qui avait pour but des transferts illégaux des fonds publics vers l'étranger.

L'accusé a déclaré durant le verdict que ladite affaire est intervenue sur décision politique et ordres ministériels par suite des négociations entreprises par le ministère des Affaires étrangères et celui de la Libye, l'intervention, qui, ajoute-t-il, rentrait dans le cadre de trouver une solution politique, technique et économique à la question des hydrocarbures au niveau des frontières Sud-est.

L'ex-P-DG de Sonatrach s'innocente en niant toute accusation liée à la violation de la législation sur les changes et celle sur le transfert des capitaux.

H. T./APS

Affaire de l'autoroute Est-Ouest

Trois entreprises étrangères nient avoir payé des pots-de-vin

Trois des sept entreprises étrangères impliquées dans l'affaire de l'autoroute Est-ouest ont nié mercredi devant le tribunal criminel d'Alger avoir payé une quelconque commission ou des pots-de-vin pour obtenir des contrats en Algérie. Le groupe espagnol Isolux Corsan (fabrication d'éléments de tramways), l'entreprise suisse Caraventa SA (fabrication de téléphones) et l'italienne Pizzaroti, appelées à la barre, ont nié en bloc les faits portés sur l'arrêt de renvoi. Les représentants des trois entreprises ont indiqué qu'elles sont liées par des contrats-conseils pour l'étude du marché algérien confiée à une société de droit britannique dont Addou Sid Ahmed était le représentant. Interrogés par le président du tribunal si elles avaient payé directement Addou ou au compte de la société qu'il représente, les trois entreprises ont expliqué que l'argent a été viré au compte de la société et «non à Sid Ahmed Addou». Addou Sid Ahmed est accusé, selon l'arrêt de renvoi, «d'organisation d'une association de malfaiteurs, trafic d'influence, corruption et blanchiment



d'argent». Addou Taj Eddine, également accusé «d'organisation d'une association de malfaiteurs, trafic d'influence, corruption et blanchiment d'argent» est également passé à la barre. Celui-ci a notamment parlé des circonstances qui l'ont conduit à connaître Amar Ghoul, actuel ministre des

Transports et à l'époque des faits de cette affaire. Le procès a été ouvert dimanche dernier après deux reports. Le principal accusé dans cette affaire, Chani Medjdoub, est déjà passé à la barre, et a nié en bloc les accusations portées contre lui. **Yanis F.**

Présence de la DGSN sur le terrain

25 000 manifestations sportives et culturelles sécurisées

PLUS de 25 000 manifestations sportives et culturelles ont été sécurisées en mars dernier par les services de la police à travers tout le territoire national. «Dans le cadre des efforts consentis pour sécuriser les différentes manifestations sportives, les services

de la police ont sécurisé 25 694 manifestations durant le mois de mars 2015», a indiqué mercredi un communiqué de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN). Dans le cadre de «la mise en œuvre rigoureuse

des lois et réglementations régissant l'urbanisme et la protection de l'environnement en coordination avec les différents acteurs», la police de l'urbanisme et de la protection de l'environnement a enregistré «2 312 infractions relatives à l'environnement». **R. T.**